



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DU GARD

DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES
COLLECTIVITES TERRITORIALES

NIMES, le

9 JUIN 2010

BUREAU DES PROCEDURES ENVIRONNEMENTALES

Affaire suivie par M. Didier JALLAIS

Tél. 04.66.36.43.03 – Télécopie 04.66.36.40.64
didier.jallais@gard.gouv.fr

ARRETE PREFECTORAL

mettant en demeure, en application de l'article L. 514-2 du code de l'environnement
la **SAS PURFER** de régulariser la situation administrative de ses installations de
transit et de regroupement de batteries au plomb usagés, situées à **LEDENON**.

LE PREFET DU GARD,
Chevalier de la Légion d'honneur,

VU le titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement, relatif aux installations classées pour la
protection de l'environnement et en particulier l'article L514-2 ;

VU le livre V de la partie réglementaire du code de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral N°95-069N du 27 octobre 1995 actualisant les conditions d'exploitation
de l'usine de broyage de carcasses de véhicules hors d'usage et de résidus métalliques divers
exploitée par la Société PURMET-SUD à LEDENON ;

VU le récépissé délivré par la préfecture du Gard le 8 juillet 2002, prenant acte du changement
d'exploitant intervenu au profit de la SA CFF-RECYCLING-PURFER ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire N°06.071N du 19 juin 2006, portant agrément de la SA
CFF-RECYCLING-PURFER pour ses installations de dépollution et de broyage de véhicules
hors d'usage ;

VU le bordereau de suivi des déchets en date du 9 juillet 2009, faisant apparaître que la SAS
PURFER est destinataire de batteries automobiles usagées sur le site de LEDENON ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 17 mai 2010 ;

CONSIDERANT que l'activité de transit et regroupement de batteries usagées relève de la
rubrique n°2718-1 de la nomenclature et du régime de l'autorisation ;

CONSIDERANT que l'activité de transit et regroupement de batteries usagées exercée par la
SAS PURFER est exploitée sans l'autorisation requise ;

CONSIDERANT que cette situation nécessite d'être régularisée par le dépôt d'une demande
d'autorisation d'exploiter ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu d'en régulariser la situation ;

SUR proposition de Madame la Secrétaire Générale de la préfecture du Gard ;

AR R E T E :

ARTICLE 1.

La SAS PURFER, dont le siège social se trouve Quartier de la Gare - RD 147- 69780 SAINT-PIERRE-DE-CHANDIEU, exploitant l'activité de transit et regroupement de batteries usagées sur le site de son usine de broyage de carcasses de véhicules hors d'usage et de résidus métalliques divers de LEDENON, est mise en demeure de déposer, dans un délai de six mois, à compter de la date de la notification du présent arrêté, le dossier de demande d'autorisation requis par la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement, pour la régularisation de la situation administrative de ladite installation de transit et regroupement de batteries usagées.

ARTICLE 2.

Passé le délai fixé à l'article 1er, ci-dessus, les sanctions prévues à l'article L.514-1 du code de l'environnement seront appliquées.

ARTICLE 3.

En vue de l'information des tiers :

- Une copie du présent arrêté est déposée auprès de la Mairie de LEDENON et pourra y être consultée;
- Un extrait de cet arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, est affiché pendant une durée minimum d'un mois dans cette Mairie.

Ce même extrait doit être affiché pendant une durée minimum d'un mois, de façon visible dans l'établissement, par les soins du bénéficiaire.

ARTICLE 4.

La Secrétaire Générale de la préfecture du Gard, la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Languedoc-Roussillon, Inspection des installations classées et le Maire de LEDENON sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à l'exploitant.

ARTICLE 5.

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de NIMES, conformément aux dispositions de l'article L.514.6 du code de l'environnement. (Voir annexe 1).

LE PREFET ,

Pour le Préfet,
la secrétaire générale


Martine LAQUIEZE

ANNEXE 1

Article L514-6 du code l'environnement

I. - Les décisions prises en application des articles L. 512-1, L. 512-3, L. 512-7, L. 512-8, L. 512-12, L. 512-13, L. 513-1 à L. 514-2, L. 514-4, L. 515-13 I et L. 516-1 sont soumises à un contentieux de pleine juridiction. Elles peuvent être déférées à la juridiction administrative :

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où lesdits actes leur ont été notifiés ;

2° Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L. 511-1, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage desdits actes, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

II. - Les dispositions du 2° du I ne sont pas applicables aux décisions concernant les autorisations d'exploitation de carrières pour lesquelles le délai de recours est fixé à six mois à compter de l'achèvement des formalités de publicité de la déclaration de début d'exploitation transmise par l'exploitant au Préfet.

Elles ne sont pas non plus applicables aux décisions concernant les autorisations d'exploitation d'installations classées d'élevage, liées à l'élevage ou concourant à l'exécution de services publics locaux ou de services d'intérêt général pour lesquelles le délai de recours est fixé à un an à compter de l'achèvement des formalités de publicité de la déclaration de début d'exploitation transmise par l'exploitant au préfet.

III. - Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

IV. - Le permis de construire et l'acte de vente, à des tiers, de biens fonciers et immobiliers doivent, le cas échéant, mentionner explicitement les servitudes afférentes instituées en application de l'article L. 111-1-5 du code de l'urbanisme.